

**DIALOGUE COMPETITIF POUR LA FOURNITURE
DE SYSTEMES MECATRONIQUES :**

**ROBOTS MODULAIRES POUR DES
ITINERAIRES AGROECOLOGIQUES
DE PIXEL FARMING**

**CAHIER DES CLAUSES
ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(C.C.A.P.)**

La procédure de passation utilisée est : la procédure du dialogue compétitif. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-4, R. 2124-5 et R. 2161-24 à R. 2161-31 du Code de la commande publique.

Maître de l'ouvrage :

**INSTITUT NATIONAL RECHERCHE POUR L'AGRICULTURE,
L'ALIMENTATION ET L'ENVIRONNEMENT**

**Etablissement public de l'Etat à caractère
Scientifique et Technologique**

Version	Indice	Date d'émission	Document rédigé par	Relu et corrigé par	Validé par	Modification
BETA	A	14/10/2025	K.VALLUY	E. CHAMBON		
FINALE		28/10/2025	K.VALLUY	F.DELOSIERE		

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

ARTICLE PREMIER - OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 - Objet du marché - Emplacement des travaux - Domicile de l'entrepreneur

Le présent dossier de consultation concerne le Dialogue Compétitif organisé pour la fourniture de systèmes mécatroniques : robots modulaires pour des itinéraires agroécologiques de Pixel Farming au bénéfice de l'unité TSCF.

L'Institut National de Recherche pour l'Agriculture, l'Alimentation et l'Environnement (INRAE) est maître d'ouvrage de l'opération.

Lieu d'exécution du marché :

Unité TSCF, Site de Cezeaux, 9 avenue Blaise Pascal 63 170 AUBIERE

La procédure de passation utilisée est la procédure du dialogue compétitif. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-4, R. 2124-5 et R. 2161-24 à R. 2161-31 du code de la commande publique.

Le pouvoir adjudicateur à recours à la procédure de dialogue compétitif au motif que son besoin ne peut être satisfait sans adapter des solutions immédiatement disponibles et qu'il comporte des prestations de conception.

La description de l'ensemble des besoins et de ses composantes techniques est précisée dans le Programme Technique joint au marché :

- Dans sa version « beta » en phase candidature
- Dans sa version « finale » en phase dialogue/offre.

Par la suite et sauf indication contraire, le groupement ou le mandataire du groupement, est désigné par « le titulaire ».

A défaut d'indication dans l'acte d'engagement du domicile élu par l'entrepreneur à proximité des travaux, les notifications se rapportant au marché seront valablement faites à la Mairie de Clermont-Ferrand jusqu'à ce que l'entrepreneur ait fait connaître au maître de l'ouvrage l'adresse du domicile qu'il aura élu.

Le présent marché fait l'objet de 3 phases qui structureront son exécution, à savoir :

- Une 1ère phase (PHASE 1), courant à compter de la date de notification du présent marché jusqu'à la réception des premiers éléments du système mécatronique : robots modulaires pour des itinéraires agroécologiques de Pixel Farming.
- **Phase 1. : Etudes**
 - Les études de conception et autres livrables ;
 - La réalisation de prestations intellectuelles.

- Une 2nde phase (PHASE 2), courant à compter de la réception et validation des études du système mécatronique : robots modulaires pour des itinéraires agroécologiques de Pixel Farming jusqu'à la phase d'installation des équipements :
- **Phase 2. : Fabrication, assemblage, développement et pré-tests**
 - La réception des éléments constituant le système mécatronique : Robots modulaires pour des itinéraires agroécologiques de Pixel Farming.
 - Le montage et l'installation in-situ des éléments constitutifs du dispositif
 - Les développements techniques
 - Les tests fonctionnels unitaires et des sous-systèmes
- Une 3^{ème} phase (PHASE 3), courant à compter de la phase d'installation jusqu'à la date de mise en service :
- **Phase 3. : Installation, essais, formations, mise en service**
 - La livraison des équipements,
 - Réalisation des tests de validation et des démonstrations du bon fonctionnement des différents modules et du robot dans sa totalité sur site
 - Formation du personnel INRAE à l'utilisation des robots modulaires.

1.2 - Lots

S'agissant d'un marché global, il n'y a pas d'allotissement.

1.3 - Niveau de prestations

Il est entendu que le titulaire doit toutes les prestations expressément décrites non seulement dans son offre mais également toutes les prestations nécessaires pour réaliser un équipement complet, adapté à son usage, respectant les éléments du programme et fonctionnant de manière satisfaisante.

Toutes les prestations (qu'elles soient techniques et/ou fonctionnelles) proposées par le titulaire à un stade quelconque de la procédure ou de la réalisation de l'équipement, et présentant un niveau de performance supérieur à celui du programme, sont réputées acquises par le maître de l'ouvrage.

Pour les prestations présentant un niveau de performance inférieur à celui du programme, ce sont celles du programme qui priment sauf acceptation formelle de l'écart par le maître de l'ouvrage.

De ce fait, toute disposition prévue par un cahier des charges produit par le titulaire et ne répondant pas aux spécifications particulières du programme sera réputée non écrite si elle n'est pas expressément signalée comme telle.

1.4 – Tranches et Prestations supplémentaires

La présente consultation est divisée en une tranche ferme et Cinq tranches optionnelles :

- **Tranche Ferme : Étude, conception, fabrication, fourniture, installation et mise en service de systèmes mécatroniques : Robots modulaires pour des itinéraires**

agroécologiques de Pixel Farming comprenant une plateforme mobile modulaire + 2 manipulateurs + 2 effecteurs.

- Tranche Optionnelle 1 – TO1 : **Fourniture et implémentation des algorithmes de communication entres modules et avec le PC de l'utilisateur**
- Tranche Optionnelle 2 – TO2 : **Fourniture d'une plateforme mobile complémentaire**
- Tranche optionnelle 3 – TO3 : **Fourniture de deux plateformes mobiles complémentaires**
- Tranche Optionnelle 4 – TO4 : **Fourniture d'un effecteur/outil complémentaire.**
- Tranche optionnelle 5 – TO5 : **Fourniture de deux effecteurs / outils.**

La réalisation des tranches optionnelles ne revêt aucun caractère obligatoire, le pouvoir adjudicateur décide librement de l'affermir ou non.

La décision du pouvoir adjudicateur d'affermir les tranches optionnelles sera notifiée au titulaire du marché par ordre de service.

L'affermissement des tranches optionnelles pourra être décidée à tout moment et au plus tard, sous un délai de 3 mois à compter de la notification de la tranche ferme.

Si aucune décision d'affermissement n'est notifiée au titulaire dans le délai cité ci-avant, les tranches optionnelles sont réputées considérées comme abandonnées.

Le non affermissement d'une tranche optionnelle dans le délai imparti n'ouvre droit à aucune indemnité (de retard ou de dédit) au bénéfice du titulaire.

En cas d'affermissement, le commencement d'exécution de la tranche optionnelle considérée fera l'objet d'un ordre de service.

1.5 - Travaux intéressant la défense

Sans objet.

1.6 - Contrôle des prix de revient

Sans objet.

1.7 - Intervenants

1.7.1 – Le titulaire

Le titulaire du présent marché s'engage, pour l'exécution de sa mission, à affecter le personnel prévu dans sa proposition, tant au niveau de la qualification que de la durée d'affectation.

Pour chacune des prestations de conception, réalisation, installation, essais et mise en service, il nomme la personne responsable du dossier, interlocuteur privilégié de la maîtrise d'ouvrage.

❖ Sous-traitance

Chacun des membres du groupement peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de ses missions, à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

Les sous-traitants proposés par le mandataire ou un cotraitant devront présenter des garanties professionnelles et financières en rapport avec la nature et l'importance des travaux/missions sous-traités.

En vue d'obtenir leur acceptation, le mandataire ou le cotraitant devra remplir, pour chacun des sous-traitants, un acte spécial dont un modèle est disponible à l'adresse ci-dessous :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Le mandataire ou le cotraitant devra fournir à l'appui de ce document toutes les pièces citées dans ce modèle. L'acte spécial proposé par un cotraitant devra être visé par le mandataire du groupement.

1.7.2 - Maîtrise d'ouvrage

La maîtrise d'ouvrage est assurée par l'unité TSCF (U1471) et le service achats marchés du Centre INRAE Clermont-Auvergne-Rhône-Alpes.

Elle peut, en tant que de besoin, confier des missions relevant de sa compétence et se faire représenter par un ou plusieurs organismes extérieurs, appelés « assistant du maître de l'ouvrage ».

Ces missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage pourront porter notamment, et de façon non exhaustive ni limitative, sur :

- l'analyse des offres ;
- les procédures d'autorisations administratives ;
- la validation des plans et échantillons au regard de leur conformité au programme ;
- le contrôle de la procédure de visa des plans avant exécution ;
- le contrôle de l'exécution du marché et des prestations qui en découlent ;
- le contrôle externe de qualité, relevant du maître de l'ouvrage ;
- ...

Les missions qui sont ainsi confiées aux différents assistants du maître de l'ouvrage sont portées à la connaissance du titulaire du marché pour son information.

1.8 - Réunions

Le titulaire assure l'organisation et la direction des réunions dont la fréquence est définie en fonction des phases :

- Phase 1 : 1 réunion par semaine (au maximum)
- Phase 2 : 1 réunion tous les 15 jours (à minima)
- Phase 3 : réunion hebdomadaire

Le maître de l'ouvrage et ses représentants sont invités à chacune de ces réunions.

La rédaction et la diffusion des comptes rendus de ces réunions, ainsi que l'information du maître de l'ouvrage et de ses représentants sur l'état d'avancement des études, de la réalisation, ainsi que des modifications prévisibles sur l'ensemble de ces domaines est à la charge du titulaire et feront l'objet d'un unique compte rendu.

Le titulaire transmettra les comptes rendus à la liste de diffusion communiquée par le maître d'ouvrage, dans un délai maximal de 48 heures.

Les réunions se dérouleront principalement en présentiel dans les locaux du Centre INRAE Clermont-Auvergne-Rhône-Alpes :

- **Site des Cezeaux , 9 avenue Blaise Pascal 63 170 AUBIERE**

D'un commun accord les réunions de la phase 1 et 2 pourront se tenir en visio-conférence, suivant la nature et les sujets à l'ordre du jour de ladite réunion. Pas de visio conférence possible pour les réunions de la phase 3.

Chacune des parties pourra lorsqu'elle l'estime nécessaire solliciter la tenue d'une réunion.

ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

- ✓ Acte d'engagement (AE) et ses annexes
- ✓ Présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)
- ✓ Le Programme Fonctionnel Détaillé (PFD) assorti de la totalité de ses annexes
- ✓ Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics industriels approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 modifié par l'arrêté du 30 septembre 2021,
- ✓ Le calendrier prévisionnel d'exécution établi par le titulaire et remis à l'issu du dialogue, complétés des éléments issus de la mise au point du marché et relatifs à ce document. A ce calendrier, se substituera le calendrier détaillé d'exécution prévu à l'article 4.1.2 du présent CCAP.
- ✓ L'offre technique du titulaire, le pouvoir adjudicateur se réservant la possibilité de ne pas contractualiser la totalité des pièces de l'offre du titulaire à l'occasion de la mise au point du marché.

Les dispositions de chacune de ces pièces ne s'imposent contractuellement que dans la mesure où elles ne dérogent pas aux dispositions des pièces qui lui sont supérieures au regard de l'ordre de priorité susvisé.

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois (M0) correspondant au mois de remise de l'offre finale.

Par ailleurs, le titulaire ne pourra se prévaloir dans l'exercice de ses missions, d'une quelconque ignorance des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, de tous les textes administratifs nationaux ou locaux et d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché. Ces documents, bien que non joints au présent marché, sont réputés connus du Titulaire

RAPPEL : Conformément à l'article 1.3 du présent CCAP, relatif au niveau des prestations fournies, il est rappelé que toutes les prestations proposées par le titulaire à un stade quelconque de la procédure ou de la réalisation de l'équipement, et présentant un niveau de performance supérieur à celui du programme, sont réputées acquises par le maître de l'ouvrage.

Pour les prestations présentant un niveau de performance inférieur à celui du programme, ce sont celles du programme qui priment sauf acceptation formelle de l'écart par le maître de l'ouvrage.

De ce fait, toute disposition prévue par un cahier des charges produit par le titulaire et ne répondant pas aux spécifications particulières du programme sera réputée non écrite si elle n'est pas expressément signalée comme telle.

Le maître de l'ouvrage ou son représentant sont réputés avoir les compétences requises pour juger de l'équivalence des performances. Toutefois, leur appréciation repose sur les informations fournies par les titulaires du marché, et ne saurait engager leur responsabilité en cas d'omission ou d'inexactitude des données transmises. Le titulaire demeure pleinement responsable de l'atteinte des performances attendues, et doit mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour garantir la conformité aux objectifs définis.

ARTICLE 3 - PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

3.1 - Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique la répartition des paiements entre les membres du groupement éventuel.

3.2 - Contenu des prix

Les prix du marché sont établis en euros, hors les taxes à la valeur ajoutée (TVA).

Les prix comprennent toutes les dépenses résultant de toutes les prescriptions du marché y compris toutes les dépenses résultant de la maîtrise de la qualité des « prestations », les charges afférentes à la livraison et installations de l'équipement. Les frais généraux, les droits de brevet et les licences informatiques, assurances, impôts et taxes (excepté la TVA) et assurent au Titulaire les marges pour risques et aléas de toutes natures ainsi que les bénéfices. Ils incluent également ses propres frais d'assurance.

Les prix comprennent tous les frais du titulaire liés à la coordination, l'ordonnancement et le pilotage à l'intérieur du groupement ainsi que la marge pour la défaillance éventuelle d'un cotraitant ou d'un sous-traitant.

Il appartient au titulaire, compte tenu de sa compétence d'homme de l'art, de tenir compte dans son prix global et forfaitaire de toutes les sujétions liées à l'exécution des prestations objet du présent marché et résultant notamment sans que cette liste ne soit exhaustive :

- Des frais liés aux études complémentaires que le titulaire juge nécessaire à l'accomplissement de sa mission
- De toutes les prestations de manutention et stockage, en usine, éventuellement sur sites intermédiaires ainsi que sur le site final de livraison de l'ensemble des fournitures
- De toutes les prestations de transport entre leur lieu de fabrication et le site de livraison,
- De toutes les prestations de réglage et d'essais ;

- Des frais relatifs au fonctionnement et à la gestion des interfaces avec l'ensemble des intervenants du projet pour les sujets en interface avec les fournitures du présent marché,
- De la réalisation d'autres chantiers/projets, du fait ou non du pouvoir adjudicateur, simultanément à l'intervention du titulaire sur site
- Des contraintes de mise à disposition des infrastructures et équipements spécifiques nécessaires au déroulement des prestations du titulaire
- Des dépenses liées à la mise en place des protections des installations et aux opérations de remise en l'état éventuelle,
- Du respect des contraintes d'horaires et de sécurité prévues dans les règlements INRAE,
- Des sujétions liées au respect des prescriptions émises par tout contrôle réglementaire extérieur ;
- Des frais entraînés par l'application de la réglementation en vigueur sur l'hygiène, la sécurité et les conditions de travail ;
- Des frais nécessaires aux tests, essais et épreuves prévus par le présent CCAP ou par le programme (y compris les essais spécifiques)

Le titulaire se tient informé de l'évolution de la législation, de la réglementation et des normes. En cas d'évolution par rapport aux textes qui ont servi de base à l'établissement des prix, le titulaire doit en informer le pouvoir adjudicateur pour convenir avec lui de la prise en compte ou non de cette évolution. Cette information doit être accompagnée d'une analyse des incidences de cette évolution sur les fournitures et prestations du marché.

En l'absence d'initiative du titulaire, celui-ci est réputé avoir intégré cette évolution dans ses prestations et fournitures sans incidence sur le prix de sa rémunération.

3.3 - Règlement des comptes - Travaux en régie

3.3.1 - Rémunération des prestations

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du présent marché sont réglés par un prix global et forfaitaire.

La décomposition de ce prix est établie par le titulaire et sous son entière responsabilité.

Cette décomposition ne sera considérée comme document contractuel que pour les prix d'unité servant à déterminer :

- le règlement de prestation non prévues ayant fait l'objet d'un ordre de service
- le montant des réfections pour imperfections techniques et prestations non réalisées applicables aux quantités concernées.

En aucun cas, la décomposition du prix global et forfaitaire ne pourra servir à donner une indication contractuelle quelconque sur les quantités ou sur la nature des ouvrages et des fournitures à exécuter.

3.3.2 - Dates d'exigibilité des acomptes

Les prestations sont rémunérées à l'avancement, dans la limite des conditions et clés de paiement spécifiques définies dans le tableau ci-après.

Chaque clé de paiement définie ci-après, donnant lieu à facturation, est exprimée en pourcentage du montant de la prestation correspondante telle qu'elle apparaît dans la décomposition du prix global forfaitaire.

Tranche ferme : Étude, conception, fabrication, fourniture, installation et mise en service de systèmes mécatroniques : Robots modulaires pour des itinéraires agroécologiques de Pixel Farming comprenant une plateforme mobile modulaire + 2 manipulateurs + 2 effecteurs.

Elément de mission/prestation	Fraction maximale exigible en %	Date d'exigibilité de l'acompte
Phase 1. : Etudes	30%	Fin de la phase d'étude (fin Phase 1)
Phase 2. : Fabrication, assemblage, développement et pré-tests	50%	Fin de la phase Fabrication, Assemblage, Développement Pré-tests (Phase 2)
Phase 3. : Installation, essais, formations, mise en service	20%	Fin de la phase essais, Qualification, Formations et mise en service (fin Phase 3)

Tranches Optionnelles

Elément de mission/prestation		Fraction exigible	Date d'exigibilité de l'acompte	Livrables associés
TO 1	Fourniture et implémentation des algorithmes de communication entre modules et avec le PC de l'utilisateur	100%	Mise en service	PV d'installation
TO 2	Fourniture d'une plateforme mobile complémentaire	100%	Mise en service	PV d'installation
TO3	Fourniture de deux plateformes mobiles complémentaires	100%	Mise en service	PV d'installation
TO4	Fourniture d'un effecteur / outil complémentaire.	100%	Mise en service	PV d'installation

TO5	Fourniture de deux effecteurs / outils	100%	Mise en service	PV d'installation
-----	--	------	-----------------	-------------------

3.3.3 - Modalités du règlement des comptes du marché

Les sommes dues en exécution du marché seront payées par virement administratif dans un délai maximum de 30 jours à compter de la date de réception du décompte par le maître d'œuvre.

En cas de versement d'intérêts moratoires, le taux est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliqué par la banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Une indemnité forfaitaire de 40€ correspondant aux frais de recouvrement sera versée en cas de retard de paiement des sommes dues.

Les factures, accompagnées d'un RIB ou RIP, doivent respecter les dispositions des articles 289-0 et 289 du Code Général des Impôts (CGI) et comporter, outre les mentions exigées par l'article 242 nonies A de l'annexe 2 du CGI, les références du marché.

Conformément à la loi n°2014-1 du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et les articles L2192-1 et L2192-4 du Code de la commande publique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro et le mandataire récupère ces dernières qu'il dépose avec son visa dans ce circuit dématérialisé. Une note d'utilisation et de fonctionnement de Chorus Pro sera transmise par INRAE au titulaire en temps utile.

A l'heure actuelle, la transmission par le créancier de sa demande de paiement ne peut être prise en compte par INRAE que par dépôt au format PDF sur le site <https://chorus-pro.gouv.fr>

Conformément aux dispositions des articles D. 2192-1 et D. 2192-2 du Code de la commande publique relatif au développement de la facturation électronique l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

S'agissant du projet de décompte final, si les prestations ont fait l'objet de réserves, la date de la décision de levée de réserves sera substituée à la date de notification de la décision de réception comme point de départ des délais ci-dessus.

3.3.4 - Règlement des prestations modificatives non prévus

Les prestations/travaux en supplément et celle/ceux en déduction au forfait dont la réalisation ou la modification est décidée par ordre de service seront réglés dans les conditions prévues à l'article 23 du CCAG MI et à l'article 7 du présent CCAP. Le titulaire est tenu de produire, sous 15 (quinze) jours calendaires et sans incidence financière, les devis, justifications et/ou prévisions de prix qui lui seront demandés par la personne publique ou son représentant.

La proposition de prix du titulaire, devra être assortie des décompositions ou sous-détails correspondants, de l'incidence sur les délais, pour permettre de déterminer la rémunération des prestations prévues.

Dans le cas où le titulaire ne fournirait pas de proposition de prix dans le délai imparti, ou en cas de divergence sur ces prix, ou en cas d'urgence dans la réalisation des prestations le maître de l'ouvrage lui notifiera un ordre de service de prestations modificatives ou supplémentaires avec un prix provisoire établi par ses soins.

En complément de l'article 23 du CCAG-MI, lorsque les prestations exécutées atteignent le montant contractuel du marché, le maître de l'ouvrage peut notifier par ordre de service sa décision d'en poursuivre l'exécution jusqu'à un nouveau montant indiqué dans la décision.

Si le titulaire n'a pas reçu cette décision dans le délai de dix jours avant la fin du mois au cours duquel le montant des prestations exécutées atteindra la masse contractuelle du marché, et s'il n'a pas non plus reçu, dans le même délai, l'ordre d'arrêter les travaux, le titulaire poursuit les prestations, dans la limite de 5% du montant contractuel. Lorsque les prestations exécutées atteignent ces plafonds, le titulaire en arrête l'exécution. Les prestations qui sont exécutées au-delà des plafonds ne sont alors pas payées.

3.3.5 - Travaux en régie

Sans objet

3.4 - Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

3.4.1 - Type de variation des prix :

Les prix sont fermes et définitifs.

Les prix feront l'objet d'une actualisation lorsque le délai entre la date de remise des offres et la notification du marché dépasse 3 mois conformément à l'article R. 2112-13 du Code de la commande publique – CCP).

3.4.2 - Mois d'établissement des prix du marché :

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres ; ce mois est appelé "mois zéro" ou « mo »

3.4.3 – Index de référence

L'index de référence, choisis en raison de leur structure pour la révision du prix des prestations, est le suivant :

- l'indice de prix de production pour l'ensemble des marchés – A10 BE – Ensemble de l'industrie (identifiant INSEE : 010535587)

3.4.4 - Modalités d'actualisation des prix

L'actualisation des prix est effectuée par application de la formule suivante :

$$P = P0 \times \frac{(I)}{I0}$$

P : prix révisé HT

P0 : prix initial HT

I : valeur de l'index ou de l'indice de référence à la date de la révision des prix

I0 : valeur de l'index ou de l'indice de référence à la date d'établissement des prix

3.4.4 - Application de la taxe à la valeur ajoutée :

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le maître de l'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Les montants des sommes versées aux entrepreneurs sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces de paiement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur lors des encaissements.

Dans le cadre de l'auto liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le pouvoir adjudicateur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire ;
- le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi aux sous-traitants étrangers payés directement par le maître de l'ouvrage.

3.5 - Paiement des co-traitants

Dans le cadre d'un groupement solidaire : Le mandataire est responsable de la facturation et du paiement des co-traitants. Il émet une facture unique pour l'ensemble du groupement et répartit ensuite les paiements entre les membres.

Dans le cadre d'un groupement conjoint avec mandataire solidaire, chaque co-traitant facture directement sa part des prestations à l'acheteur public. Le mandataire est chargé d'établir le projet de décompte, dont la signature vaut, pour chaque co-traitant, acceptation du montant de l'acompte ou du solde à lui verser directement.

3.6 - Paiement des sous-traitants

3.6.1 - Désignation de sous-traitants en cours de marché :

L'avenant ou l'acte spécial précise tous les éléments relatifs à la sous-traitance.

Il indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- la personne habilitée à donner les renseignements en matière de nantissement et de cession de créances.
- le comptable assignataire des paiements.
- le compte à créditer.

3.6.2 - Modalités de paiement direct :

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement au titulaire du marché ainsi qu'au maître d'œuvre, accompagnée des factures et de l'accusé de réception de son envoi au titulaire.

En application de l'article R2193-12 du Code de la commande publique, le titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande du sous-traitant pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, au maître d'œuvre et au pouvoir adjudicateur.

Le titulaire adresse sans délai au pouvoir adjudicateur ou à la personne désignée par lui dans le marché une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le pouvoir adjudicateur procède au paiement du sous-traitant dans le délai global de paiement.

Le point de départ de ce délai est la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé dans le délai de quinze (15) jours mentionnés supra. Lorsque le titulaire n'a, pendant ce délai, notifié aucun accord ni aucun refus, le pouvoir adjudicateur procède au paiement du sous-traitant dans le délai de global de paiement dont le point de départ est l'échéance du délai de quinze (15) jours précités.

L'envoi, par le titulaire du marché, d'un projet de décompte précisant les sommes à payer à son ou à ses sous-traitants, accompagné des factures correspondantes, équivaut à l'accord de ce même titulaire sur les sommes revendiquées par ce ou ces sous-traitants.

Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

Les sommes présentées par le sous-traitant tiennent compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévus dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

Les paiements effectués aux sous-traitants le sont dans la limite des sommes dues au titre du marché, au vu des demandes de paiement visées dans les conditions ci-dessus, ou à défaut au vu des indications portées par le titulaire sur les projets de décompte. Dans le cas où les états de liquidation ne permettraient pas de payer en tout ou partie un sous-traitant dont le droit à paiement direct a été établi, une pénalité égale au montant des intérêts moratoires réglés au sous-traitant sera décomptée sur les sommes dues au titulaire.

Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché ou l'acte spécial, éventuellement modifié par avenant ou acte spécial modificatif, le titulaire est tenu de fournir au pouvoir adjudicateur une attestation, signée par le sous-traitant et l'entreprise concernée, par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité.

Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements à effectuer à son profit empiète sur le montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, éventuellement modifié.

ARTICLE 4 - DELAI D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES – ORDRE DE SERVICE

4.1 - Délai d'exécution des travaux

4.1.1 - Calendrier prévisionnel d'exécution

Le délai d'exécution est fixé à l'article 3 de l'acte d'engagement.

Le délai d'exécution du marché court à compter de sa notification.

Les faits générateurs du début d'exécution de chacune des phases, sont les suivants :

Phases	Fait générateur
Phase 1 : Etudes	Ordre de Service d'engager la phase « Etudes ».
Phase 2 : Fabrication, assemblage, développement et pré-tests	Ordre de service d'engager la phase « Fabrication ».
Phase 3 : Installation, essais, formations, mise en service	Ordre de service d'installer l'équipement

4.1.2 - Calendrier détaillé d'exécution

Compte tenu du délai écoulé entre la remise de l'offre finale et la notification du marché, le titulaire devra, dans un délai de 15 jours suivant cette notification, élaborer une proposition de calendrier détaillé d'exécution intégrant les ajustements nécessaires pour la phase de conception et de réalisation.

Cette proposition de calendrier détaillé reprendra les engagements du titulaire tels que précisés sur le calendrier prévisionnel d'exécution établi par le titulaire, remis lors de la consultation et sera complétée, le cas échéant, des éléments relatifs à la mise au point du marché. Cette proposition fera apparaître notamment :

- Le calendrier détaillé des études de conception ainsi que les échéances de remise des documents d'exécution ;
- Les dates et les délais d'approvisionnements, de fabrication en atelier et en usine ;
- Les dates de production notices techniques et procès-verbaux d'agrément ;
- Les dates prévisionnelles de demandes d'agrément des sous-traitants ;
- Les tâches caractéristiques de chaque intervenant réel sur le projet, ainsi que les dates de début et de fin de mission de chacun d'eux (en cas de co-traitance et/ou sous-traitance) ;
- Les enchaînements de l'ensemble des tâches avec les marges de recouvrement tolérées, ainsi que le rattachement graphique entre l'achèvement d'une tâche et le démarrage de la (des) suivante(s) qu'elle conditionne (diagramme de Gantt) ;
- Le ou les chemins critiques de l'opération, avec l'indication des dates de début et de fin de tâches ;
- Les essais et les opérations préalables à la réception,

- Les dates de début et de fin de travaux des ouvrages de raccordement aux différents réseaux existants (électricité, eau, télécommunications, etc.) ou d'autres travaux ou prestations à la charge d'autres prestataires et conditionnant la bonne réalisation de l'ouvrage ;
- Les dates de mise à disposition pour réalisation des différents essais de qualification
- Les dates de début et de fin de toute tâche complémentaire non listée ci-dessus

Après approbation du pouvoir adjudicateur, ce calendrier détaillé d'exécution se substituera au calendrier prévisionnel mentionné à l'article 2 du présent CCAP. Il sera notifié par ordre de service au titulaire et présentera un caractère contractuel.

Au cours du déroulement de l'opération et à la demande du titulaire, le calendrier détaillé d'exécution pourra être modifié. Néanmoins, les modifications du calendrier ne pourront entraîner une prolongation du délai d'exécution prévu dans l'acte d'engagement.

Le calendrier détaillé d'exécution, éventuellement modifié dans les conditions ci-dessus, servira notamment à déterminer les éventuels retards dans l'exécution du marché.

4.2 - Prolongation des délais d'exécution propres aux différents lots

Sans objet

4.3 - Pénalités et retenues

Les pénalités mentionnées dans le présent article s'appliquent sans mise en demeure préalable et sont :

- Forfaitaires,
- Cumulables entre elles,
- Non rattrapables.

Par dérogation aux dispositions de l'article 15.1 du CCAG-MI le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total est inférieur à 1 000 € HT pour l'ensemble du marché.

Par dérogation à l'article 15 du CCAG MI, et au-delà des pénalités qui y sont prévues, des pénalités supplémentaires et spécifiques pourront être appliquées :

4.3.1. Retard dans la remise des documents en phase études

En cas de dépassement des délais fixés à l'article 3 de l'acte d'engagement puis repris dans le calendrier contractuel détaillé d'exécution des études, une pénalité de 200 € net de taxe par jour calendaire de retard pourra être appliquée.

En cas de non-exécution, dans les délais prescrits, de prestations destinées à lever les réserves dont était assortie l'acceptation d'un élément d'étude, une pénalité de 200 € net de taxe par jour calendaire de retard pourra être appliquée.

4.3.2 - Retard sur le délai d'exécution

Des pénalités journalières de retard s'appliquent en cas de dépassement des délais fixés à l'article 3 de l'acte d'engagement puis repris dans le calendrier détaillé d'exécution ou en

cas de non-réponse du titulaire à une demande du maître de l'ouvrage selon les dispositions de l'article 7 du présent CCAP.

Par dérogation à l'article 15.1 du CCAG MI, le montant de ces pénalités est de 200 € net de taxe par jour calendaire de retard.

4.3.3 - Absence d'un représentant du titulaire à une réunion

Par dérogation à l'article 15.1 Du CCAG MI, une pénalité 200 € net de taxe par absence sera appliquée pour toute absence du titulaire à une réunion à laquelle il aura dûment été convoqué quel que soit la phase du projet. La représentation du titulaire par une personne non habilitée à l'engager sera assimilée à une absence.

4.3.4 - Cumul des pénalités

Toutes les pénalités objet des articles ci avant sont cumulables.

Le montant total des pénalités ne peut excéder 20% du montant total hors taxes de la tranche considérée du marché.

4.3.5 - Révision des pénalités et exonération

Les pénalités ne sont pas assujetties à la révision des prix.

Par dérogation à l'article 15.3 du CCAG-MI, les pénalités sont dues dès le premier euro.

ARTICLE 5 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

5.1 - Retenue de garantie

Sans objet

5.2 - Avance

Il est fait application de l'article 12.1 Option A du CCAG MI.

ARTICLE 6 - QUALITE, CONTROLE DES MATERIAUX ET PRODUITS

Toute spécification technique ne respectant pas les clauses du programme puis de l'offre du titulaire devra être soumise, par le titulaire, à l'accord préalable du maître de l'ouvrage ou de son représentant, selon la procédure définie à l'article 7 du présent CCAP.

La maîtrise d'ouvrage (MOA) dispose de compétences techniques en interne. Ainsi la MOA demandera à être consultée par le titulaire sur les documents et plans lors des études, au regard des exigences du programme, et des préconisations techniques INRAE.

ARTICLE 7 - PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES OU MODIFICATIVES

Un système de fiches modificatives, fournies par la maîtrise d'ouvrage, sera mis en place afin de compléter les dispositions de l'article 23 du CCAG MI. Ces fiches pourront être initiées par le titulaire ou par la maîtrise d'ouvrage, en fonction de l'origine de la proposition.

7.1 - Modifications résultant d'une demande du maître de l'ouvrage

Par dérogation à l'article 23 du CCAG MI, dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la réception de la demande de modification formalisée par une fiche modificative émise par la maîtrise d'ouvrage, le titulaire adresse au maître de l'ouvrage et le cas échéant à son représentant une proposition de prix accompagnée de tous les éléments justificatifs, tels que plans, fiches produits, fiches techniques, notices techniques explicatives, incidence sur le coût global de l'ouvrage, ainsi que, le cas échéant, une proposition de délai pour la réalisation de cette modification et incidence sur le délai global du marché.

La proposition de prix du titulaire devra également être assortie des décompositions ou sous-détails correspondant, pour permettre de déterminer la rémunération des prestations non prévues.

A défaut de réponse dans ce délai de quinze (15) jours calendaires, il sera fait application des pénalités prévues à l'article 4 du présent CCAP.

7.2 - Modifications résultant d'une proposition du titulaire

A l'initiative du titulaire, toutes propositions de modification du projet par rapport aux pièces contractuelles ou aux pièces ayant fait l'objet de validation de la part du maître de l'ouvrage sont adressées au maître de l'ouvrage, accompagnées :

1. d'une notice explicative donnant les motifs qui conduisent à cette proposition ;
2. de l'estimation détaillée de l'incidence financière (en plus ou en moins) de cette modification ;
3. d'une note présentant l'impact éventuel de ce choix sur les délais.

A réception, le maître de l'ouvrage analysera les conséquences de cette proposition et sa conformité au marché.

A compter de cette date de transmission, le maître de l'ouvrage ou son représentant fait part de sa décision dans un délai de quinze (15) jours calendaires, par ordre de service. Passé ce délai, la proposition est considérée comme refusée.

7.3 - Modalités pratiques

Dans les deux cas, si le titulaire ne fournit pas de proposition de prix dans le délai imparti, en cas de divergence sur ces prix, ou en cas d'urgence dans la réalisation des prestations, le maître de l'ouvrage ou son représentant lui notifiera un ordre de service exécutoire de prestations modificatives ou supplémentaires avec un prix provisoire établi par ses soins.

A l'issue de la notification de chaque ordre de service, une fiche modificative définitive est établie par le maître de l'ouvrage en collaboration avec le titulaire. Elle comporte les éléments suivants (modèle fourni par le maître de l'ouvrage) :

- La nature de la modification et son fait générateur ;

- Le cas échéant, l'incidence financière, avec analyse critique du maître de l'ouvrage et / ou son représentant et le compte-rendu des négociations ;
- La proposition du titulaire du prix provisoire à l'issue de cette analyse ;
- Le cas échéant, l'incidence sur le calendrier contractuel de l'opération.

ARTICLE 8 - PROVENANCE – QUALITE – CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

8.1 - Provenance des matériaux et produits

Sans objet

8.2 - Caractéristiques – Qualités – Vérifications des matériaux et produits

8.2.1– Caractéristiques

Toute spécification technique ne respectant pas les clauses du programme puis de l'offre du titulaire devra être soumise, par le titulaire, à l'accord préalable du maître de l'ouvrage ou de son représentant, selon la procédure définie à l'article 7 du présent CCAP.

8.2.2– Qualités – Vérifications des matériaux et produits

Les études de détail et les descriptifs précisent quels matériaux, produits et composants de construction feront l'objet de vérification ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins du titulaire ou de ses sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes. Ces études préciseront et définiront les points critiques et les points d'arrêt.

ARTICLE 9 – RESILIATION DU MARCHE

Le pouvoir adjudicateur peut prononcer la résiliation du marché conformément aux dispositions prévues par les articles 41 à 46 du CCAG MI.

ARTICLE 10 – RESPONSABILITES ET ASSURANCES

10.1 - Préambule

D'une façon générale, le titulaire assume, dès la signature du marché, les responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur.

Le titulaire est responsable de tous dommages résultant de ses actes, de ses biens et des personnes dont il est responsable, notamment de ses sous-traitants, que ces dommages surviennent en cours d'exécution des travaux ou après l'achèvement de ceux-ci.

10.2 - Assurances

Le titulaire s'engage à fournir :

- au plus tard à la date de début d'exécution des prestations, une attestation d'assurance de responsabilité civile de droit commun, valable dès le début de l'exécution du marché jusqu'à la fin des garanties contractuelles.

il est bien précisé que l'attestation RC Entreprise que le titulaire s'engage à produire devra être délivrée spécifiquement au marché, émaner de sa Compagnie d'Assurances, et mentionner au minimum :

- l'identité de la compagnie d'assurances ;
- les numéros, type et date d'effet du contrat ;
- la période de validité de la police;
- l'adresse d'installation du matériel le montant total de l'opération ;
- la nature du contrat « Dialogue Compétitif » ;
- les garanties accordées et leur montant ;
- les différentes franchises prévues ;
- la nature des activités garanties ;
- l'abrogation de la règle proportionnelle ;
- la mise à jour du paiement de la prime.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture du titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à la charge du titulaire. Dans ce cas, aucun règlement ne sera effectué par le maître de l'ouvrage au titulaire tant qu'une telle assurance complémentaire n'aura pas été souscrite et réglée par le titulaire.

Le titulaire s'engage :

- à fournir périodiquement, et au moins au cours du 1er trimestre de chaque année du marché, une attestation RC de droit commun ;
- à notifier au maître de l'ouvrage toutes modifications affectant son / ses contrat(s) d'assurances (nature et montants des garanties, assureurs, etc...) ainsi que tout fait de nature à provoquer la suspension ou la résiliation des garanties ;
- à justifier, sur simple demande du maître de l'ouvrage, et à tout moment du paiement de ses primes d'assurances, ainsi que de celles de ses sous-traitants (y compris le cas échéant celui correspondant à la souscription de l'assurance complémentaire (visée ci-dessus en cas d'insuffisance de couverture).

Par ailleurs, Le titulaire est tenu, **tous les 6 mois** à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution des travaux, de transmettre au pouvoir adjudicateur les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D 8 2227-7 du Code du travail.

Le maître de l'ouvrage pourra suspendre les règlements si ces différents justificatifs ne sont pas produits.

La fourniture des justificatifs et l'engagement formel et écrit de se soumettre aux différentes obligations imposées ci-avant, constituent un préalable au paiement du premier acompte demandé.

Le non-respect de ces obligations en cours de l'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître de l'ouvrage, sans indemnisation.

ARTICLE 11 – UTILISATION DU RESULTAT DES ETUDES REALISEES DANS LE CADRE DU MARCHE

15.1 - Droits du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage peut :

- reproduire, publier et utiliser les résultats (consistant en des documents préparatoires, tels que plans, études préalables ou spécifications, pour la mise en œuvre des besoins auxquels ils répondent) et ce en mentionnant le titulaire;
- communiquer et faire évaluer par tout tiers à tout moment les résultats, notamment les dossiers d'études, rapports d'essais, documents et renseignements de toute nature provenant de l'exécution du marché ;
- pouvoir procéder aux opérations d'archivage public ;
- permettre à tout service au sein de la même personne morale que l'acheteur de pouvoir utiliser les résultats dans les mêmes conditions et finalités d'utilisation
- transférer les droits sur les résultats à tout tiers bénéficiaire d'un transfert de compétences de l'acheteur.
- assurer ou faire assurer par tout tiers l'évolution de tous résultats, en ce compris réaliser ou faire réaliser par tout tiers, la maintenance (corrective, préventive, adaptative et évolutive) des résultats consistants et des logiciels ;

11.2 - Droits du titulaire

Le titulaire ne peut faire aucun usage commercial des résultats des prestations sans l'accord préalable du maître d'ouvrage. Le titulaire ne peut communiquer les résultats des prestations à des tiers, à titre gratuit ou onéreux, qu'avec l'autorisation du maître d'ouvrage.

La publication des résultats par le titulaire doit recevoir l'accord préalable du maître d'ouvrage; sauf stipulation contraire de cet accord, la publication doit mentionner que l'étude a été financée par le maître d'ouvrage.

11.3 - Inventions, connaissances acquises, méthodes et savoir-faire

Le maître d'ouvrage n'acquiert pas du fait du marché la propriété des inventions nées, mises au point ou utilisées à l'occasion de l'exécution du marché, ni celle des méthodes ou du savoir-faire.

Le titulaire est tenu de communiquer au maître d'ouvrage, à la demande de ce dernier, les connaissances acquises dans l'exécution du marché, que celles-ci aient donné lieu ou non à dépôt de brevet.

Le maître d'ouvrage s'engage à considérer les méthodes et le savoir-faire du titulaire comme confidentiels, sauf si ces méthodes et ce savoir-faire sont compris dans l'objet du marché. Les titres protégeant les inventions nées, mises au point ou utilisées à l'occasion de l'exécution du marché ne peuvent être opposés au maître d'ouvrage pour l'utilisation des résultats des prestations.

11.4 - Garanties

Le titulaire garantit le maître d'ouvrage contre toutes les revendications des tiers relatives à l'exercice de leurs droits de propriété littéraire, artistique ou industrielle, à l'occasion de l'exécution des prestations et de l'utilisation de leurs résultats, notamment pour l'exercice du droit de reproduire. Cette garantie est toutefois limitée, sauf stipulation différente du marché, au montant hors TVA du marché.

De son côté, le maître d'ouvrage garantit le titulaire contre les revendications des tiers concernant les droits de propriété littéraire, artistique ou industrielle, les procédés ou les méthodes dont elle lui impose l'emploi.

Dès la première manifestation de la revendication d'un tiers contre le titulaire ou le maître d'ouvrage, ceux-ci doivent prendre toute mesure dépendante d'eux pour faire cesser le trouble et se prêter assistance mutuelle, notamment en se communiquant les éléments de preuve ou les documents utiles qu'ils peuvent détenir ou obtenir.

Si le titulaire ne respecte pas les obligations du présent article, il s'expose à la résiliation du marché en application des mesures prévues à l'article 13 du présent CCAP.

ARTICLE 12 - OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE ET DE DISCRETION

Le titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et, le cas échéant, de ses sous-traitants et de ses fournisseurs, titulaires, ou consultés, à une obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, fichiers, études, documents et décisions dont il a eu ou aura connaissance durant l'exécution du marché, dont la divulgation serait préjudiciable à la sécurité ultérieure de l'ouvrage. **A priori, et sauf instruction contraire du maître d'ouvrage, tous les documents et informations sont réputés confidentiels.**

Le titulaire s'engage donc à respecter les obligations suivantes :

- S'interdire toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise ou diffusion de documents à des tiers sans l'accord préalable du maître d'ouvrage ;
- Ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles strictement nécessaires à l'exécution du marché, sans l'accord préalable du maître d'ouvrage ;
- Ne pas utiliser les documents et informations communiquées à des fins autres que celles spécifiées au présent marché ;
- Prendre toutes mesures de sécurité pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités pendant la durée du présent contrat, via notamment l'emploi d'armoires fortes, de mise sous alarme et de gardiennage des locaux ;
- **Signaler au maître d'ouvrage, dans les 24 heures suivant la constatation de l'incident, toute défaillance de ce dispositif** (perte ou vol de documents dont le caractère secret lui aura été notifié ou intrusion malveillante dans le système informatique);
- Procéder, en fin de contrat, à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf instruction contraire du maître d'ouvrage.
- Remettre au maître d'ouvrage une attestation de destruction desdits fichiers.
- Le maître d'ouvrage se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées.

En cas de non-respect des dispositions précitées, et indépendamment des pénalités et sanctions prévues aux articles 4 du présent CCAP, la responsabilité du titulaire pourra également être engagée sur la base des dispositions de l'article 226-13 du Code pénal.

ARTICLE 13 : LITIGES

En cas de litige, les parties s'efforceront de trouver une solution amiable à leur différend. A défaut, le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand est seul compétent.

Le tribunal territorialement compétent est le suivant :

Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand

6 cours Sablon

63033 CLERMONT FERRAND CEDEX 1

Tél : 04 73 14 61 00

Télécopie : 04 73 14 61 22

Courriel : greffe.ta-clermont-ferrand@juradm.fr

ARTICLE 14 - PRECISIONS ET DEROGATIONS AU CCAG FCS

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG-MI, le présent CCAP n'établit pas la liste des articles du CCAG MI auxquels il est dérogé.

Fait à Theix (63122), le 03/11/2025